



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 23 au 30 Mars 2023

En bref

Ce jeudi 30 mars, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a relevé son taux d'intérêt directeur de 25 points de base (pdb), conformément aux anticipations du marché. Cette décision, prise à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, porte le taux de référence à 11,25 %, un record historique. Depuis le début du cycle de resserrement monétaire (juin 2021), le taux directeur a été augmenté de 725 pdb, en 15 mouvements. La décision de Banxico survient une semaine après celle de la Réserve Fédérale Américaine, qui a également relevé son taux de référence de 25 pdb. Si le différentiel de taux entre les deux institutions a longtemps été maintenu à 600 pdb, afin de limiter le risque de fuite de capitaux notamment, il s'établit depuis février à 625 pdb, marquant le début du découplage de la politique monétaire de Banxico avec celle de la Fed. Au cours de la première quinzaine du mois de mars, l'inflation globale a atteint 7,12 % g.a., contre 7,48 % g.a. sur la première quinzaine de février. Il s'agit de son quatrième ralentissement consécutif, après le pic du T4 2022 à 8,7 %.

LE CHIFFRE À
RETENIR

11,25 %

Taux d'intérêt directeur de la
Banque centrale du Mexique
(Banxico)

Zoom sur

Au Guatemala, la période de campagne électorale pour les élections générales a été officiellement lancée ce lundi, pour une période de 90 jours. Tous les candidats inscrits par le Tribunal Suprême Electoral (TSE) pour les 522 postes en jeu (président, vice-président, 160 députés, 340 maires, 20 représentants au Parlacen) peuvent désormais faire connaître leur programme auprès du public guatémaltèque, en vue du premier tour qui aura lieu le 25 juin prochain. Parmi les 23 binômes présidentiels en compétition, 4 sont « favoris » selon un sondage réalisé par l'entreprise mexicaine « Opina, Consultoría Estratégica » : Sandra Torres (UNE), Edmund Mulet (Cabal), Zury Rios (coalition Valor – Unionista) et Manuel Conde (Vamos). Le nombre de Guatémaltèques inscrits sur les listes électorales s'élève à 9.371.503 personnes, dont 54% de femmes.

Mexique

1. ÉCONOMIE

En variation annuelle, les exportations mexicaines ont chuté de 2,8 % en février, enregistrant leur plus forte baisse en 2,5 ans. Cette performance pourrait résulter du ralentissement économique aux États-Unis, et serait tirée par la chute des exportations du secteur manufacturier, en particulier automobile (-7,9 % g.a). Par ailleurs, les exportations des industries extractives ont chuté de 11,6 % g.a., après trois mois de hausses, et les exportations de pétrole de 19,2 %, leur plus forte baisse en près de deux ans et demi. Les exportations mexicaines sont confrontées à d'importants risques, tels que la probabilité d'une récession aux États-Unis, la volatilité des prix des matières premières, ou encore les sanctions commerciales dans le cadre du T-MEC (Accord commercial entre le Canada, les États-Unis et le Mexique).

Près de 8 % du montant de remesas perçu en 2022 proviendrait de la criminalité organisée (soit environ 4,5 Mds USD). Les envois de fonds vers le Mexique ont connu un essor ces dernières années, notamment en 2022 avec un niveau record de 58 Mds USD. Sur ce montant total, près de 4,5 Mds USD pourrait être liés à des activités criminelles, selon *Signos Vitales*, un groupe de réflexion dirigé par des chercheurs mexicains. Parmi les facteurs justificatifs figurent, la hausse des envois de fonds en provenance de régions où la population immigrée mexicaine est relativement faible, et le fait que certaines localités mexicaines reçoivent plus de transferts en dollars par mois que le nombre de ménages. A titre illustratif, le Minnesota, dont la population d'origine mexicaine ne s'élève qu'à environ 200 000 personnes, est l'État américain qui a enregistré le troisième plus grand nombre de transferts vers le Mexique en 2022. Dans plus de 200 municipalités mexicaines, le nombre de transferts était supérieur au nombre total de

ménages estimés dans la région, suggérant que 100 % d'entre eux recevraient de l'argent provenant de l'étranger.

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance mensuelle de 0,56 % en janvier, sa plus forte progression en quatre mois selon l'indicateur global d'activité économique (IGAE) élaboré par l'Institut National de la Statistique et de Géographie (INEGI). Ce chiffre est supérieur aux prévisions de l'institut, qui tablait sur une croissance de 0,43 %. Cette performance serait tirée par le secteur tertiaire, qui a enregistré une croissance de 1,16 % g.a en janvier, son taux le plus haut depuis neuf mois. En variation annuelle, l'IGAE enregistre une croissance de 3,55 %, également supérieure aux 3,3 % prévus par l'INEGI. Une croissance de 3,52 % est prévue pour le mois de février.

Selon le cabinet de conseil Kearney, le Mexique serait classé 8^{ème} parmi les pays émergents pour l'indice de confiance des investissements directs étrangers (IDE). Le Mexique a été placé derrière le Brésil (7^e), les Emirats Arabes Unis (3^e), l'Inde (2^e) et la Chine (1^{ère}). L'influence du *nearshoring* a été mise en évidence par le cabinet : sur les 12 % d'investisseurs qui ont déclaré que le *nearshoring* affectaient réellement leurs décisions en matière d'IDE, 45 % ont indiqué que la principale raison était le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Par ailleurs, près d'un tiers des investisseurs européens concernés par le *nearshoring* ont déclaré que les tensions géopolitiques et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine constituaient un facteur clé dans leurs perspectives d'investissement.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les recettes budgétaires ont enregistré une croissance de 4,4 % g.a sur les deux premiers mois de l'année. Les chiffres du Trésor montrent qu'au cours des mois de janvier et février, les recettes budgétaires ont totalisé 1000,1 Mds MXN, dont 160 Mds MXN de recette pétrolières, soit +2,4 % par rapport à la même période en

2022. Malgré cette croissance, les recettes pétrolières ont été inférieures de 90 M MXN par rapport à ce qui avait été budgété par le gouvernement. En ce qui concerne les recettes fiscales, le Trésor déclare avoir perçu 741,4 Mds MXN en janvier et février 2023, soit +4,2 % g.a, celles-ci restent toutefois inférieures à l'objectif fixé par le gouvernement (à hauteur de 31,7 Mds MXN). Enfin, parmi les recettes fiscales, l'impôt sur le revenu enregistre une croissance annuelle de 8,2 % en termes réels, tandis que les recettes de la TVA enregistrent une baisse de 0,1 % g.a et celles de l'impôt sur les services de -3,2 %.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les recettes d'exportation de pétrole chutent à leur pire niveau depuis près de deux ans. Petroleos Mexicanos (Pemex) a déclaré que les recettes provenant des ventes de pétrole à l'étranger s'élevaient à 1,8 Mds USD en février, ce qui représente une baisse de 22 % en rythme annuel. La valeur des exportations de l'or noir a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis avril 2021. Par volume de ventes, Pemex aurait détaillé 949 000 barils de brut par jour sur le marché extérieur, soit une contraction de 3 % par rapport au mois dernier. En outre, le prix moyen du brut à l'exportation a chuté pour le quatrième mois consécutif, s'établissant à 67,13 USD par baril. Au total, près de 70 % des exportations de brut ont été destinées aux Etats-Unis, suivies de l'Europe (-17 %) et de l'Extrême-Orient (15 %).

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 23/03
Bourse (IPC)	2,54%	-3,97 %	53 882,95 points
Change MXN/USD	-2,79%	-8,99%	18,09
Change MXN/EUR	-2,87%	-10,92%	19,62
Prix du baril mexicain	5,82%	-38,23%	62,72

Amérique centrale

1. GUATEMALA

La Banque centrale du Guatemala a réhaussé son taux de référence de 0,25 point de pourcentage (pp), le portant à 4,75 %. Cette mesure intervient alors que l'inflation poursuit son accélération, avec un taux interannuel à 9,92 % à fin février. L'année 2022 avait clôturé avec un taux d'inflation interannuel à 9,24 %, contre 3,07 % à fin 2021. Il s'agit de la troisième hausse de taux depuis le début de l'année 2023, la dernière augmentation (de 0,5 pp) ayant eu lieu fin février. En 2022, l'institution l'avait relevé de 300 points de base, en cinq mouvements, le faisant passer de 1,75% à 3,75%.

Le PIB / habitant du Guatemala aurait augmenté de 55 % en 10 ans selon la Banque centrale. Alors qu'il s'élevait à 3 523 USD en 2013, le PIB par habitant a atteint 5 456 USD en 2022, soit une hausse de 8,6 % par rapport à 2021. Ces chiffres sont néanmoins à nuancer avec les fortes inégalités de distribution des revenus, le Guatemala figurant parmi les pays les plus inégalitaires de la région. Selon la CEPAL, en 2021, le centile supérieur aurait perçu 20 % des revenus contre 10 % des revenus pour les 50 % les plus pauvres.

2. EL SALVADOR

Nayib Bukele, le Président du Salvador a annoncé un projet de loi qui sera proposé au Congrès, pour la suppression des impôts sur les innovations technologiques. Il s'agirait d'exonérer les entreprises et les entrepreneurs du secteur de payer l'impôt sur le revenu, la propriété, la plus-value et les droits d'importation. Par innovations technologiques, le président précise que seraient incluses les activités relatives à la programmation de logiciels, le codage, les applications et développement de l'intelligence artificielle, la fabrication de matériel informatique et de communication.

En 2022, la production nationale d'électricité a augmenté de 18,7 %, s'élevant à 6,38 TWh. Selon le Conseil National de l'Énergie (CNE), 33,7 % de l'électricité produite provenait de barrages hydroélectriques, 23 % de centrales géothermiques, 16 % de centrales à gaz naturel, 8,6 % de centrales biomasse, 8,4 % de panneaux solaires, 8 % de centrales à pétrole et 2,1 % d'éoliennes. Au total, 75,8 % du mix électrique salvadorien provenait d'énergies renouvelables en 2022. La production d'électricité n'a cependant pas été suffisante pour répondre à la demande, qui s'élevait à 6,63 TWh, obligeant à recourir aux importations d'électricité sur le marché régional.

Selon la Banque centrale d'El Salvador (BCR), la croissance du PIB a atteint 2,6 % en 2022, malgré un net ralentissement en cours d'année. Pour rappel, le taux de croissance du PIB s'était élevé à 11,2 % en 2021, après une année 2020 marquée par une forte récession de -7,9 %. Malgré le ralentissement de l'économie en 2022 (taux de croissance à 4,1 % au T1 ; 2,9 % au T2 ; 2,2 % au T3 ; et 1,3 % au T4) lié au contexte économique mondial morose et à la hausse du taux directeur de la FED, la BCR maintient ses prévisions de croissance pour 2023, lesquelles seraient comprises entre 2 et 3 %, portée par le dynamisme du secteur touristique et des investissements publics et privés.

3. HONDURAS

Ce samedi 25 mars, le gouvernement hondurien a officialisé l'établissement de relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine et la non-reconnaissance de l'indépendance de Taïwan, au nom du principe « Une seule Chine ». Le gouvernement a par ailleurs annoncé qu'il honorerait ses dettes envers l'île, à savoir 600 M USD, que le Honduras a contracté auprès de la Banque de Taïwan. Alors que le Honduras emboîte le pas au Panama (2017), à El Salvador (2018), à la République Dominicaine (2018) et au Nicaragua (2021), le président de la BCIE, Dante Mossi, a confirmé que cette décision n'altérerait pas l'implication

de Taïwan au sein de l'institution financière, aujourd'hui premier actionnaire extrarégional, détenant 11,3 % du capital de la banque (soit 776,25 M USD).

4. NICARAGUA

Selon la Banque centrale du Nicaragua, la croissance du PIB en 2022 serait de 3,8 %. Malgré une nette décélération par rapport à 2021 (qui enregistrait une croissance de 10,3 %), l'économie nicaraguayenne semble être de retour sur le chemin de la croissance après trois années économiques moroses initiées en 2018 par le déclenchement de la crise sociopolitique, avec un taux de récession moyen sur la période de -3,03 % par an. L'institution prévoit pour 2023 un taux de croissance entre 3 et 4%.

Fin 2022, 75,5 % du portefeuille de prêts était détenu par trois banques : Banpro, BAC et Lafise Bancentro. Selon les données de la Superintendance des banques et institutions financières (Siboif), la concentration du marché bancaire local était caractérisée par la position dominante de *Banpro*, d'origine nicaraguayenne, détenant 31,5 % du portefeuille de prêts actifs (soit 1,3 Md USD sur un total de 4,2 Mds USD), suivie de *BAC* et de *Lafise Bancentro*, respectivement d'origine costaricaine et nicaraguayenne et détenant 25,3 % et 18,8 % du portefeuille de prêts actifs dans le pays.

5. PANAMA

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie a accordé à l'entreprise de BTP panaméenne *Bagatrac S.A.* la concession d'une exploitation de minerais pour une durée de 20 ans. Selon le contrat, le concessionnaire verserait annuellement à l'État 1,50 USD par hectare les cinq premières années, puis 3,5 USD par hectare entre 6 et 10 ans, et enfin 4,5 USD par hectare de 10 à 20 ans. Ces bénéfices seront versés à hauteur de 80 % à l'État, et les 20 % restants à la municipalité de David. La concession permettra à l'entreprise de réaliser des prospections géologiques sur la zone et d'importer le matériel nécessaire à l'exploitation sans payer l'impôt sur

les importations. L'entreprise choisie est un partenaire privilégié du gouvernement actuel pour le BTP et a déjà signé plus de 270 M USD de contrats publics.

La proposition de contrat publiée le 24 mars 2023 entre l'État panaméen et Minera Panama pour l'exploitation de la mine de cuivre Cobre Panama comprend de nouvelles concessions dans la région du Donoso. Cette nouvelle concession concernerait l'extraction d'or, d'argent et de molybdène. Contrairement à l'exploitation de Cobre Panama, cette concession parallèle suivrait les règles en matière de redevances du Code de Ressources Minières en vigueur, soit une taxation de 5 % des bénéfices. Une consultation publique sur le nouveau contrat est ouverte pour trente jours avant que son passage en conseil des ministres puis devant le Contrôleur Général de la Nation.

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Panama émettrait 1 Md USD d'obligations avec un rendement de 6,85 % pour 2054, dans le cadre de sa stratégie de financement du budget 2023. L'obligation globale arrivant à échéance en 2035 a également été réémise pour un montant total de 800 M USD, avec un rendement de 6,16 %.

L'Autorité du Canal de Panama a augmenté ses revenus de 457 M USD entre février 2020 et septembre 2022, grâce à la mise en place d'une taxe pour les navires de plus de 38 mètres de long. Cette mesure visant à lutter contre la diminution des ressources en eau douce du Canal est composée : (i) d'une part fixe de 10 000 USD pour chaque transit; et (ii) d'une part variable (entre 1 % et 10 % du péage) fixée en fonction du niveau quotidien du lac Gatún.

6. COSTA RICA

Le Ministère des Finances du Costa Rica a émis de nouvelles obligations pour 1,5 Mds USD sur une période de 11 ans avec un rendement attendu de 7%. L'émission d'obligations a démarré le 27 mars 2023, à l'aide d'un accord avec les banques JP Morgan et Santander, pour le

rachat d'une partie de la dette extérieure du Costa Rica.

La Banque Mondiale a accordé un prêt de 160 M USD au Costa Rica dans le cadre du renforcement de la résilience du pays face aux catastrophes naturelles et aux épidémies. L'institution financière internationale indique dans un communiqué de presse du 23 mars 2023 qu'il s'agit du deuxième prêt accordé en faveur de la politique de gestion des risques et des catastrophes du Costa Rica, pour lui garantir des ressources financières mobilisables en cas de catastrophe majeure.

Caraïbes

1. CUBA

Suite aux échanges entre les autorités cubaines et Boris Titov, chef du conseil d'affaires Russie-Cuba, un accord devrait être conclu permettant la vente d'aliments, des produits chimiques et d'autres articles ménagers d'origine russe à Cuba. Ces ventes seraient réalisées par l'intermédiaire d'une maison de commerce appartenant à une société mixte. Avec ce projet, l'État cubain cherche à revitaliser le commerce, tout en renforçant ses relations avec les entreprises russes, qui cherchent à étendre leur présence sur le marché cubain.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'épargne des Dominicains a augmenté de 7,6 % entre 2021 et 2022, atteignant près de 43,3 Mds USD en 2022 (soit 38 % du PIB). Ainsi, l'épargne représenterait la principale ressource économique pour la réalisation des activités d'intermédiation financière, représentant 86,8 % du passif total du système financier. Par ailleurs, l'épargne est principalement constituée par les ménages (52,4 % des entrées en décembre 2022). Dans le détail, 41,7 % du passif total est placé sur des comptes épargne, 37,1 % sur des comptes à terme et 21,2 % sur des comptes courants. À

noter que l'épargne en devises étrangères, largement alimentée par le dollar, représente 28,8 % du total. Enfin, reflet des inégalités de genre persistantes, notamment en termes de revenus, la Surintendance des Banques souligne que les hommes ont bien souvent une capacité d'épargne plus importante: le montant moyen épargné sur les comptes épargne/comptes à dépôt s'élève en moyenne à 2 400 USD pour les hommes contre 1 800 USD pour les femmes.

Suite au 28ème Sommet ibéro-américain, qui s'est tenu du 24 au 25 mars 2023 à Saint-Domingue, le Président Abinader a reçu le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell. Les questions relatives à l'évolution de la situation en Haïti ainsi que la volonté du Président Abinader de supprimer le visa Schengen pour les ressortissants dominicains ont été largement mises en avant, notamment dans la presse. En revanche, les problématiques commerciales et économiques telles que les impôts inégaux portant sur certains produits d'importation ou bien le prix élevé du kérosène impliquant l'arrêt de plusieurs liaisons aériennes entre l'UE et la République dominicaine (dont Air France) n'ont été que très rapidement abordées. Cette session de dialogue politique entre l'UE et la République dominicaine a tout de même permis de renforcer les relations bilatérales, à travers l'identification des intérêts convergents et des possibilités de coopération et d'actions communes. Josep Borrell a notamment annoncé l'attribution de 13 M EUR destinés à favoriser les exportations dominicaines, en veillant par exemple à ce que les producteurs locaux ne recourent pas à certains pesticides afin d'être en conformité avec les règlements européens.

3. JAMAÏQUE

Le coprésident du Comité de surveillance du programme économique (organisme de suivi mis en place en coopération avec le FMI pour la bonne application des réformes économiques), appelle le gouvernement jamaïcain à revoir la règle qui établit la masse salariale du secteur

public à 9 % du PIB national. Actuellement, la masse salariale du secteur public représente 11,4 % du PIB, soit 2,2 Mds USD. L'économiste plaide pour une révision de la règle actuelle et pour une baisse de la part des salaires du secteur public dans les dépenses publiques.

4. CARAÏBES ORIENTALES

Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Christophe-et-Niévès ont accepté les propositions du département du Trésor des États-Unis concernant le renforcement des conditions d'accès de leurs programmes CBI (Citizenship by Investment), un processus qui permet d'obtenir la citoyenneté par l'investissement. Les propositions concernent: (i) l'interdiction de CBI pour une personne qui aurait vu sa procédure refusée dans une autre juridiction; (ii) la mise en place de contrôle automatique « national authorities checks » pour chaque demande; (iii) un audit annuel ou biennuel obligatoire par les services d'intelligence financière; (iv) un programme d'assistance pour permettre aux autorités judiciaires de récupérer/révoquer de manière efficace les passeports. De plus, à partir du 31/03, le traitement des candidatures russes et les biélorusses sera suspendu.

5. DOMINIQUE

Le ministre des travaux public a annoncé une aide financière de 30 M USD pour le développement des infrastructures de traitement et de distribution de l'eau. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du *Projet de développement stratégique du secteur de l'eau* et plus largement dans la politique de grands travaux engagés par le gouvernement dominicain. Le Ministre a également mentionné le *Projet de route de la rivière Layou* devant relier deux ponts importants de l'île, pour un montant de 23 M USD. Les investissements sur ces deux projets représentent l'équivalent de 11,3 % du PIB de l'état insulaire.

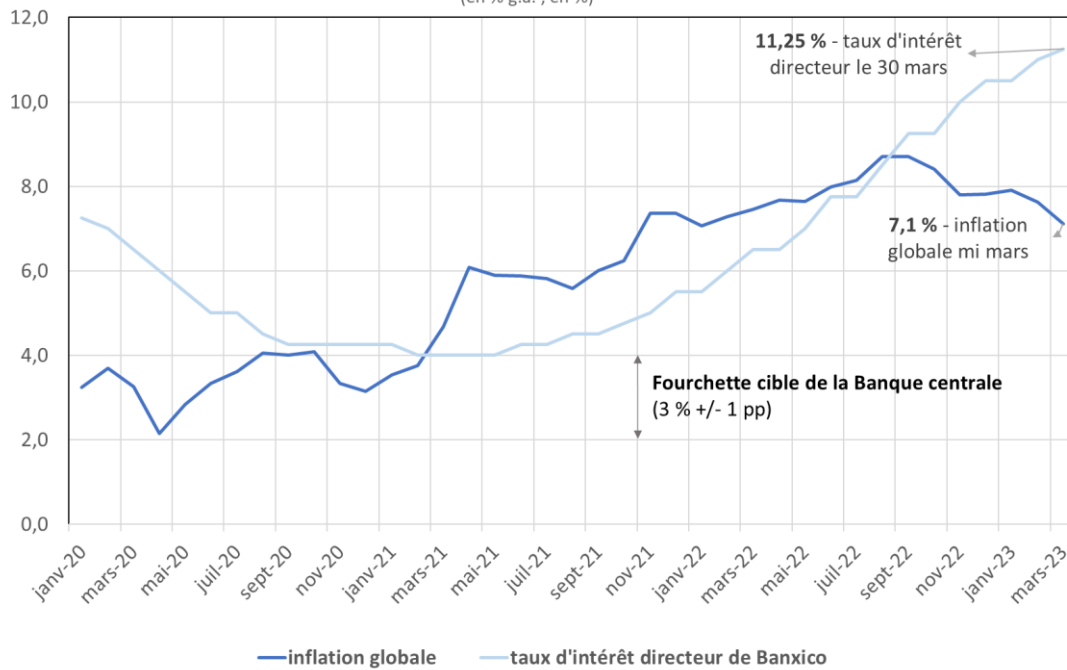
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11,25 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	7 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	7 %
Panama	4,395	8	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

-Annexe Graphique – Mexique –

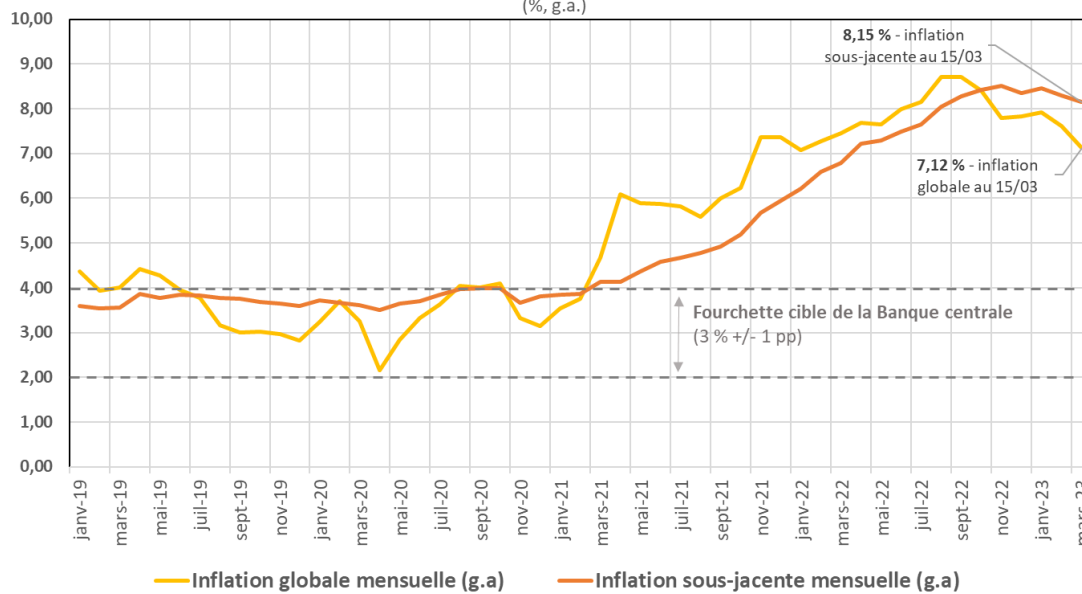
INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR
(en % g.a. ; en %)



Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

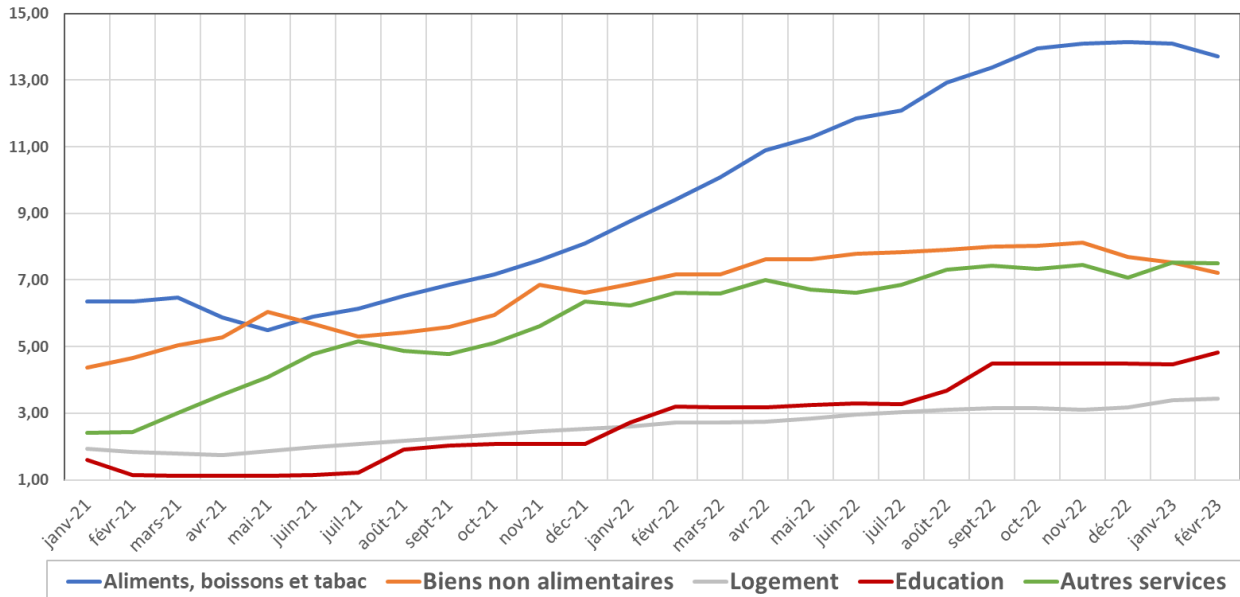
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



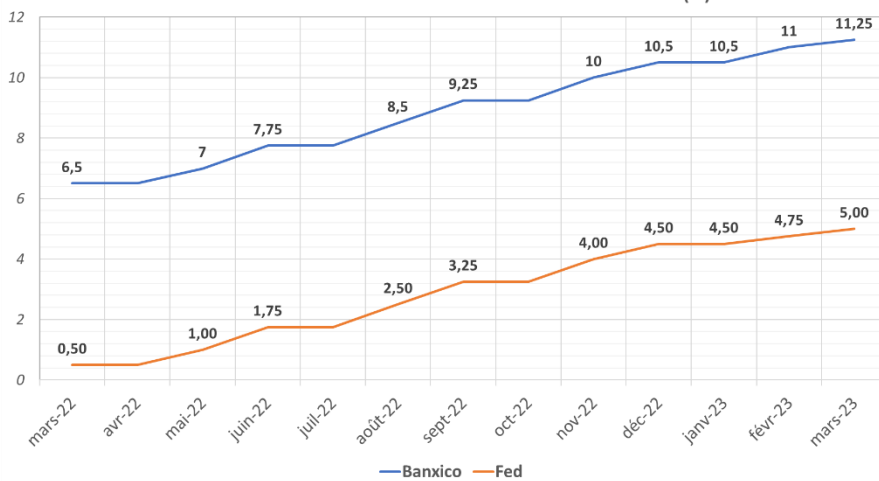
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

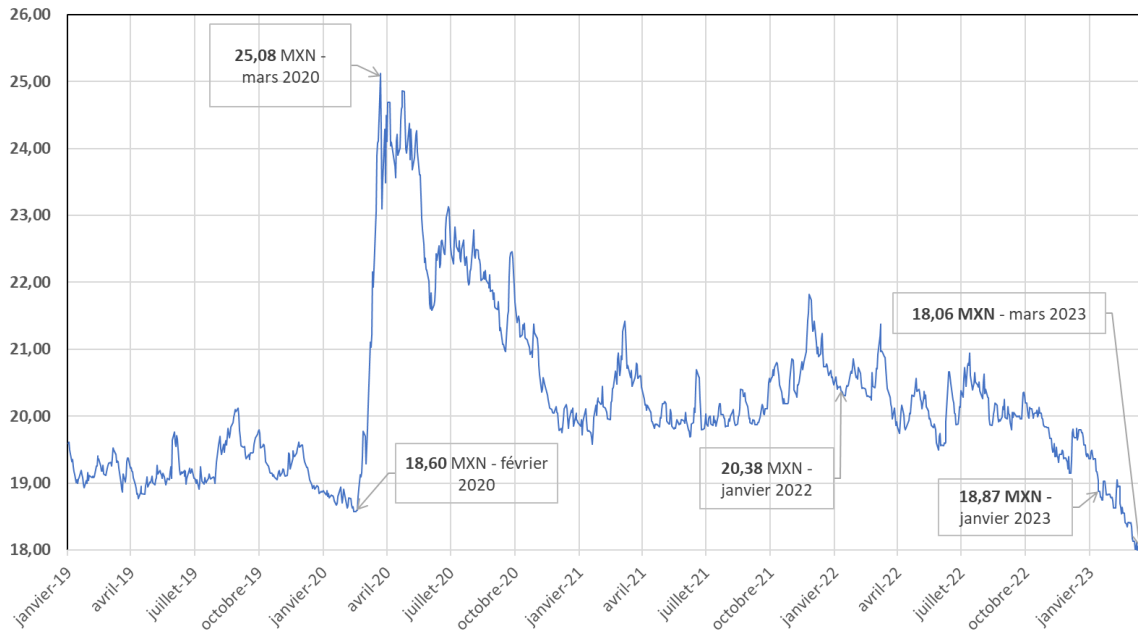
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
 ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINNE (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
 (MXN/USD)

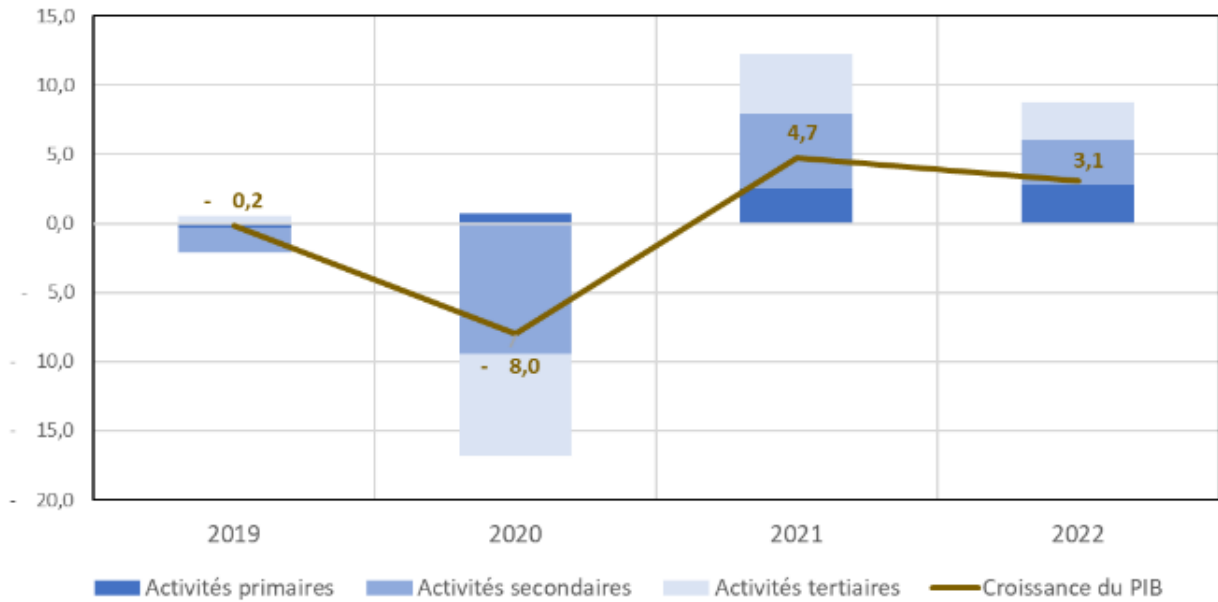


Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
 (% , glissement annuel)

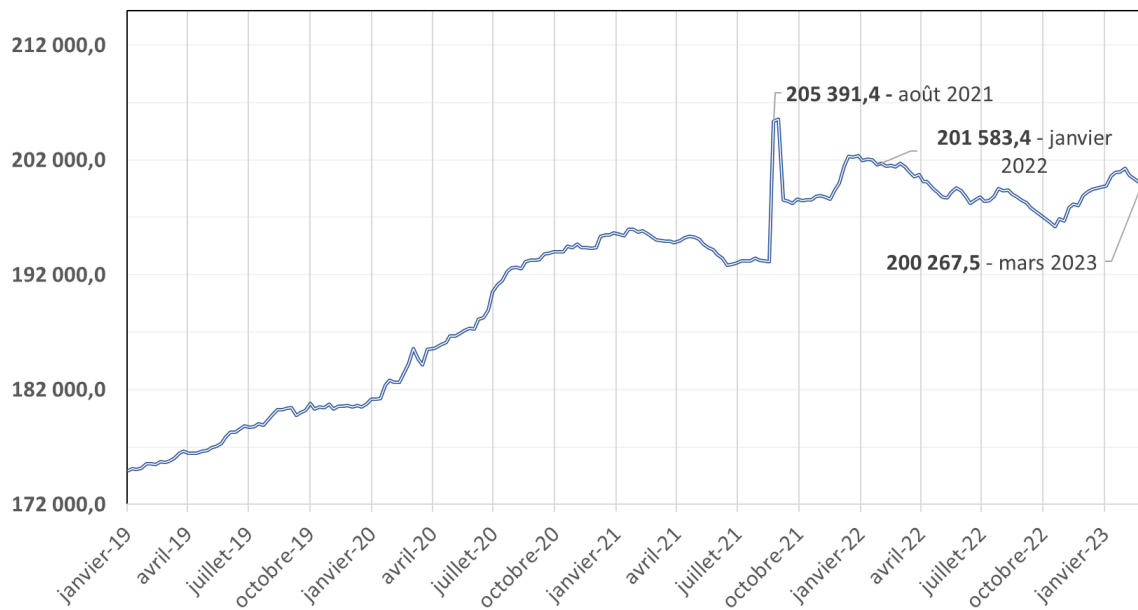


DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
(en M USD)



Source: Banque centrale du Mexique